

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 202 | Date 29 avril – 5 Mai

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 100 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

1er mai : La police turque a arrêté 14 anciens officiers militaires et 2 civils lors de raids menés à Ankara pour leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

3 mai : 30 anciens policiers présumés membres du mouvement Gülen et prétendument mentionnés dans le contenu de ByLock ont été arrêtés.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

1er mai : La police turque a arrêté 210 personnes après que les autorités aient interdit les rassemblements du 1er mai sur la place centrale de Taksim à Istanbul.

3 mai : La police turque a arrêté vendredi 29 personnes qui avaient résisté aux forces de l'ordre mercredi en tentant d'organiser une manifestation sur la place centrale de Taksim à Istanbul pour marquer la Journée internationale des travailleurs, malgré l'interdiction du gouvernement.

3 mai : À Ankara, la police intervient dans le parc Kuğulu pour le début du 19e festival du film ouvrier et empêche la marche.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

2 mai : Un tribunal turc a condamné le journaliste Barış Terkoğlu à une peine de deux ans de prison pour deux articles "ciblant" un fonctionnaire employé dans la lutte contre le terrorisme.

2 mai : Le documentariste et directeur de la photographie Koray Kesik a été arrêté lors d'une descente de police à Izmir le 2 mai 2024.

3 mai : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), le régulateur turc de la diffusion et du streaming, a infligé des amendes à deux chaînes de télévision en raison de leur contenu critique à l'égard de membres du parti au pouvoir ou du gouvernement.

3 mai : Les autorités turques ont annulé la projection d'un documentaire qui mettait en lumière les difficultés rencontrées par les victimes de la purge qui a suivi le coup d'État, peu avant la date prévue pour sa projection dans le cadre d'un festival du film à Ankara.

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

30 avril : La Cour suprême d'appel de Turquie a confirmé la peine d'emprisonnement prononcée à l'encontre de Selçuk Kozağaçlı, président de l'Association des avocats progressistes (ÇHD), aujourd'hui fermée, qui est également un militant des droits de l'homme et un avocat de premier plan, et qui est derrière les barreaux depuis plus de sept ans pour "appartenance à une organisation terroriste" et "propagande en faveur d'une organisation terroriste".

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

2 mai : La municipalité d'Afyonkarahisar a annoncé sur son compte de médias sociaux que les frais de mariage de 400 TL pour les détenteurs de la citoyenneté sont passés à 10 000 TL pour les demandeurs d'asile.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

30 avril : Esra Solin Dal, l'une des 9 journalistes qui ont été arrêtés lors de perquisitions à Istanbul, Ankara et Urfa le 23 avril 2024, dans le cadre d'une enquête ouverte en 2022, a été soumise à une fouille à nu pendant sa détention.

1er mai : Trois frères - İbrahim Emre, Muhammed Emre et Üsâme Emre - emprisonnés en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen, n'ont pas été autorisés à assister aux funérailles de leur jeune sœur, Sümeyra Emre, décédée le 25 avril des suites de blessures subies dans un accident de voiture alors qu'elle revenait de rendre visite à ses frères Muhammed et Üsâme à la prison de Kepsut, à Balıkesir.

1er mai : La prison de haute sécurité de Van fait face à des allégations de pratiques arbitraires affectant l'accès des détenus aux soins de santé et aux consultations juridiques.

2 mai : Un rapport rédigé par une association d'avocats en Turquie a révélé comment un éducateur turc rendu à la Turquie depuis le Kirghizistan par les services de renseignement turcs en 2021 en raison de ses liens avec un groupe confessionnel a raconté des cas de torture et de menaces de mort qu'il a subis en détention.